



**HAL**  
open science

## ”Les défis juridiques de l’évolution du paiement”

Anthony Maymont

► **To cite this version:**

Anthony Maymont. ”Les défis juridiques de l’évolution du paiement”. Revue de droit bancaire et financier, 2023, n° 2 (6), p. 90. hal-04083359

**HAL Id: hal-04083359**

**<https://uca.hal.science/hal-04083359>**

Submitted on 30 Apr 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Les défis juridiques de l'évolution du paiement

sous la direction de Anthony MAYMONT  
Maître de conférences HDR en droit privé  
Membre du Centre de recherche Michel de l'Hospital (UPR 4232)  
Université Clermont Auvergne

---

Le paiement fait face, depuis plusieurs années, à des évolutions significatives. S'il faut constater une persistance du paiement en espèces, les moyens de paiements scripturaux ne cessent néanmoins de se développer. Les causes semblent diverses mais se concentrent essentiellement sur les innovations technologiques survenues en la matière. Une telle situation s'est accentuée en raison de la crise sanitaire de la Covid-19, laquelle a favorisé les paiements à distance et ceux sans contact dont le plafond autorisé a été relevé de 30 à 50 € depuis le 11 mai 2020 (V. Ord. n° 2020-534 du 7 mai 2020 portant diverses dispositions en matière bancaire, art. 1 ; *JCP E* 2020, act. n° 336). De surcroît, l'émergence de nouvelles modalités de paiement telles que les cryptomonnaies et les monnaies numériques de banques centrales participe de ce phénomène. Un projet dénommé l'*European Payments Initiative* (« initiative européenne pour les paiements »), dit « EPI », a même été initié par des banques de plusieurs pays de la zone euro. Son objectif était d'offrir une solution européenne de paiement aux consommateurs et aux commerçants. Cependant, en raison de l'abandon de plusieurs porteurs de ce projet, son champ d'intervention a dû être réduit.

En tout état de cause, les paiements poursuivent leur développement et leurs métamorphoses. En effet, ils peuvent désormais prendre la forme de virement instantané voire de paiement fractionné même si ce dernier s'apparenterait davantage à un crédit. Les enjeux entourant les paiements sont donc nombreux, *a fortiori* au regard du contexte européen ainsi que de la protection des données et de la lutte contre les paiements frauduleux. Les mesures et les dispositifs institués ont toutefois un objectif similaire, à savoir la protection des utilisateurs et la préservation de leur confiance dans les services de paiement. Pour ce faire, les défis à relever sur le plan juridique sont multiples et méritent une attention particulière tant les paiements sont indispensables à toute économie dont l'*e-commerce* fait incontestablement partie. Ce faisant, tout l'intérêt est donc d'analyser ces défis pour mieux les appréhender.

Ce dossier, lequel rassemble les actes du colloque organisé le 14 octobre 2022 à l'École de Droit de l'Université Clermont Auvergne, tend à satisfaire ce dessein. Or, il ressort qu'un double mouvement doit se mettre en place face à l'évolution du paiement. Au cas particulier, il s'agit de l'affirmation de principes directeurs et d'une nécessaire adaptation du droit. Aussi, les présentes contributions ont vocation à apporter des éléments de réponse à ces défis actuels.